

L'action régionale en matière de financement des équipements sportifs

La politique sportive régionale s'attache à combattre les inégalités territoriales d'accès à la pratique sportive en accompagnant les acteurs du sport dans leur projet d'aménagement et d'animation du territoire. À travers trois volets successifs, dont le dernier, intitulé « Plan sport-oxygène », la Région développe à la fois une politique tournée vers le sport pour tous et une politique en faveur de l'excellence sportive, source d'attractivité et de rayonnement à l'international.

La Région est, à ce titre, deuxième financeur, derrière l'État, des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Différents dispositifs d'investissement ont été mis en place pour aider les collectivités, notamment, à rénover ou construire des installations sportives sur le territoire francilien. Ces dispositifs incluent le « Plan piscine régional », les « Terrains synthétiques de grands jeux », les « Équipements sportifs de proximité », lesquels englobent la construction ou la rénovation d'équipements couverts (gymnase, salle spécialisée, etc.) ou extérieurs (skatepark, mur d'escalade, etc.). D'autres équipements sportifs, en accès libre (parcours de santé, plateau de fitness, etc.), mais aussi tous les travaux qui permettent d'optimiser les taux d'occupation des équipements (couverture de surfaces sportives, création/rénovation de vestiaires, mise en place d'éclairage, etc.) sont concernés. Enfin, l'aide aux « Équipements sportifs d'intérêt régional » (ESIR), permettant de regrouper des sportifs pour des stages de perfectionnement, des compétitions ou des formations.

Cette politique inclut aussi des actions de « Construction et de rénovation des équipements en faveur des lycées ».



À travers ces dispositifs, la Région se donne pour objectif de rattraper le retard en équipements sportifs sur le territoire, en dotant par ailleurs prioritairement les communes ne disposant d'aucun équipement sportif, soit 11 % des communes franciliennes. En outre, dans le souci de soutenir un objectif d'accessibilité universelle, ces dispositifs portent une attention particulière aux projets qui favorisent l'accueil de certains publics pouvant être éloignés de la pratique, pour une activité tournée vers le sport, y compris de loisirs, de santé et de bien-être : les femmes en minorité dans certaines disciplines, les personnes handicapées,



ATELIER PO&PO ARCHITECTES - ILLUSTRATEUR - JULIEN CÉSBRON

Centre aquatique intercommunal à Moret-sur-Loing, financé avec l'appui de la Région.

les jeunes des quartiers populaires*,
les habitants des territoires ruraux...
Ces différents plans de développement
émargent au budget « sport » de la Région,
mais d'autres dispositifs liés à des questions
d'aménagement du territoire peuvent aussi
participer à l'amélioration de la couverture
en équipements du territoire, comme les
« Contrats d'aménagement régional » (CAR),
les Contrats ruraux (CoR), ou encore

le dispositif de soutien aux projets
de « Quartiers innovants et écologiques ».
Depuis 2016, ce sont ainsi 71 millions d'euros
investis dans près de 600 équipements
sportifs. En outre, en soutenant
par d'importants investissements les 12 Îles
de Loisirs du territoire francilien, la Région
encourage le développement des activités
physiques et sportives, qui y sont
nombreuses. ■

Valérie Berger Aumont,

directrice des Sports, des Loisirs et de la Citoyenneté, Région Île-de-France

*Au-delà des quartiers en politique de la ville (QPV), il s'agit pour le Conseil régional de soutenir tous les territoires à densité urbaine élevée qui cumulent de fortes inégalités sociales, de fortes inégalités environnementales et de fortes inégalités d'accès aux droits et aux services publics locaux.